



'You think his administration has been bad, his domestic policies are no good, you can't believe what he says, he might get us into war, and you're going to vote for him — right?'

(Dessin de Herblock, International Herald Tribune)

« Vous pensez que son administration a été mauvaise, que sa politique intérieure n'est pas bonne, vous ne pouvez pas croire ce qu'il dit, il pourrait nous entraîner dans une guerre, et vous vous apprêtez à voter pour lui — Exact ? »

Par THOMAS FERGUSON et JOEL ROGERS *

MIS à part quelques moments embarrassants (comme, par exemple, quand il annonça qu'il allait faire sauter l'URSS), le président Reagan a su mener une campagne très sereine. S'en tenant strictement à une stratégie mettant en relief ses qualités de chef, le président a systématiquement évité toute discussion détaillée des grands problèmes. Il s'est contenté de projeter une image débonnaire et rassurante, faite de confiance et d'optimisme, et de profiter du soutien enthousiaste d'innombrables chanteurs, vedettes de cinéma et leaders religieux conservateurs, en se montrant à leurs côtés sur des estrades tout au long de l'automne.

En revanche, pour M. Walter Mondale, la campagne a été un cauchemar pratiquement ininterrompu. Quelques jours seulement après sa décision — très populaire et sans précédent — de nommer Mme Geraldine Ferraro comme candidate à la vice-présidence, il déclencha une tempête de critiques en choisissant pour diriger sa campagne le banquier géorgien Bert Lance, personnalité controversée très liée à l'ancien président Carter. Et quelques jours seulement après que M. Lance, cédant aux pressions, eut démissionné, la presse lança la première d'une série d'enquêtes sur les finances personnelles

Puis, pendant plus d'un mois, la campagne de M. Mondale dérivait de désastre en désastre. La presse hostile le décrivait comme un être indécis, ennuyeux et irrémédiablement lié aux « intérêts particuliers » du syndicalisme corrompu. Son programme fiscal, qui repose sur l'augmentation des impôts d'une bonne part de l'électorat, devint une cible facile pour les sarcasmes des républicains. Ses réunions étaient mal organisées et attiraient peu de monde. Sans cesse chahuté par des manifestants, M. Mondale vit sa tournée s'enliser. Quant à Mme Ferraro, à peine délivrée des experts-comptables, elle se trouve piégée dans un terrible conflit avec Mgr John O'Connor, l'archevêque catholique conservateur de New-York, à cause de sa position sur l'avortement.

Par la suite, la campagne de M. Walter Mondale sut retrouver une part de l'attrait classique qu'exercent les démocrates en matière économique sur les électeurs des classes moyennes et modestes ; l'impression générale de désorganisation et de faiblesse s'estompa ; mais, fin septembre, les sondages montraient qu'il était largement distancé. Si l'on exclut un miracle, qui rappellerait moins la victoire de dernière minute de Harry Truman en 1948 que la résurrection de Lazare,

LES CONSÉQUENCES

MM. Reagan et Mondale aux

les listes électorales, qui devaient apporter aux démocrates des millions de voix de nouveaux électeurs hostiles à M. Reagan. En résumé, le public avait des raisons de prévoir que les démocrates passeraient à l'offensive, élargiraient leur base et battraient M. Reagan grâce à cet élan de démocratisation.

Mais aujourd'hui les démocrates se demandent pourquoi la campagne de M. Walter Mondale a été si faible et si peu enthousiaste. Pourquoi, contrairement à ce qui s'était esquissé à la convention de San-Francisco, les démocrates ont-ils abandonné les thèmes de l'emploi, des inégalités et de la guerre nucléaire, pourquoi ont-ils préféré une stratégie axée sur la réduction du déficit budgétaire, l'augmentation des impôts et la promesse de dépenses militaires encore plus importantes ?

Pour de nombreux journalistes et sondeurs d'opinion, les réponses sont évidentes. Si M. Mondale s'en sort si mal, c'est tout simplement parce que M. Ronald Reagan, lui, réussit si bien ; et son succès vient de ce qu'il est le « grand communicateur », l'homme-orchestre électoral qui inspire instinctivement la confiance et désarme l'hostilité. D'autres analystes vont plus loin. Ils suggèrent que M. Ronald Reagan possède le talent particulier de libérer la personnalité refoulée de la classe ouvrière américaine. Puisque les travailleurs américains s'identifient profondément à la religion, au militarisme et aux gymnastes olympiques, ils s'identifient également au président dès que celui-ci invoque ces expressions fondamentales du caractère national. Peu importe toutes les fois où il leur

nuît, les traite comme des enfants : les travailleurs ne peuvent pas rompre avec M. Ronald Reagan car cela supposerait qu'ils rompent avec eux-mêmes.

Les fidèles du président ont fait tout leur possible pour encourager cette interprétation ultra-optimiste. Alors que, en 1980, M. Ronald Reagan recherchait ouvertement le soutien des chrétiens intégristes et des protestants évangélistes, une fois au pouvoir, son gouvernement délaissa les « problèmes de société » qui mobilisent ces groupes religieux - avortement, prière à l'école, rôle traditionnel de la femme - et donna la priorité à ses programmes économiques et militaires bien connus. Or, au printemps dernier, il embrassa à nouveau la cause de la droite religieuse. Le président et ses porte-parole soutinrent un projet de loi favorable à la prière silencieuse dans les écoles publiques, condamnèrent l'avortement et célébrèrent les valeurs de la famille traditionnelle. Ces derniers mois, il a aussi cherché systématiquement à utiliser à son profit les succès de l'équipe olympique américaine à Los-Angeles, à présenter le Parti républicain comme étant plus « patriotique » que les démocrates. Depuis quelques semaines, alors que ses discours sont applaudis par des foules immenses de familles brandissant le drapeau américain, et que des évêques catholiques, qui se réjouissent de sa position sur l'avortement, publient des déclarations de soutien à peine voilées, de nombreux observateurs en déduisent qu'un raz de marée porte la classe ouvrière vers M. Ronald Reagan, ce qui expliquerait pourquoi il serait probablement réélu.

luses, elle cita à profusion les déclarations des représentants de l'American Enterprise Institute sur les dangers qui résulteraient de tout glissement à gauche des démocrates.

Pendant ce temps, le candidat Reagan utilisait à fond sa position de président en exercice. Impopulaire dans la grande région agricole du Centre, il annonça une énorme vente supplémentaire de céréales à l'URSS, l'augmentation des exportations de bœuf américain vers le Japon et une cascade de mesures de soutien des prix, de crédits garantis et autres subventions, qui se montent à plus de quarante milliards de dollars pour les deux dernières années. Vulnérable sur le problème du chômage, il regonfla l'économie (à coups de fonds publics), déclenchant ainsi un cycle « politique » d'activité économique, si important qu'à lui seul il pourrait garantir sa réélection.

Inutile donc d'invoquer des puissances occultes ou des théories psychanalytiques pour expliquer la force électorale de M. Ronald Reagan : mais il faut s'interroger sur la cause de l'apathe qui a frappé la campagne de M. Walter Mondale. Une explication complète demanderait d'étudier les déclarations et les silences des hommes d'affaires, des économistes et des médias à propos du déficit budgétaire et de ses rapports avec les taux d'intérêt et de change, les impôts et les dépenses publiques. Il faudrait également examiner comment les conflits au sein des milieux d'affaires, portant sur le commerce international, les dépenses militaires, la politique monétaire et les relations avec l'Europe et l'Amérique latine, ont successivement rapproché ou éloigné du Parti démocrate certains secteurs d'affaires depuis l'arrivée au pouvoir de M. Ronald Reagan.

Le poids de l'argent

POURTANT, et malgré l'insistance des médias, cette impression est illusoire. Le président bénéficie effectivement d'un certain soutien chez les ouvriers - surtout les ouvriers blancs de sexe masculin, qui ont peur de perdre leur emploi au profit de femmes ou de membres de minorités ethniques à cause des programmes fédéraux de lutte contre la discrimination à l'embauche (1) auxquels M. Ronald Reagan est opposé ; mais ce soutien est loin d'être écrasant.

Si le taux de participation augmente légèrement par rapport au niveau affligeant de 1980, s'il atteint, par exemple, 55 % au lieu de 52,7 %, et si M. Ronald Reagan bat M. Walter Mondale avec, par exemple, 58 % des suffrages exprimés, il resterait que, compte tenu du grave déséquilibre dans les taux de participation selon les classes sociales (45 % de non-votants sont en grande majorité des pauvres et des ouvriers), un tel résultat ne prouverait pas grand-

année. A part quelques fausses notes dues à sa plaisanterie sur le bombardement de la Russie, ainsi que des séries d'éditoriaux sur le déficit fédéral et sur les relations entre l'Eglise et l'Etat, la presse s'est montrée très bienveillante pour M. Ronald Reagan. Alors qu'elle dépeignait M. Walter Mondale comme le représentant d'intérêts particuliers et qu'elle harcelait Mme Geraldine Ferraro à propos de sommes minimes, elle demeura d'une austère discrétion sur le gigantesque « trésor de guerre » du Parti républicain, et s'abstint de tout commentaire à propos de l'armée d'hommes d'affaires influents qui se tenaient derrière le président. Dans ses éditoriaux, la presse réprimanda M. Walter Mondale pour ses (rares) évocations de la différence de classe séparant les deux partis. Dans ses ana-

On peut cependant tenter l'analyse de certains points directement observables. Pour son élection de 1980, M. Ronald Reagan était parvenu à gagner le soutien sans faille de l'ensemble des milieux d'affaires (3). Pourtant, un certain nombre de partisans fidèles du Parti démocrate refusèrent leur soutien total, notamment beaucoup d'anciens hauts fonctionnaires ayant servi des gouvernements démocrates et liés aux firmes multinationales, des banquiers craignant qu'une trop forte augmentation des dépenses militaires n'accroisse également le déficit (et peut-être l'inflation) et diverses autres personnalités du monde des affaires en situation particulière.

Après les élections, ces « dissidents », représentés par un Californien,

sident Reagan a su mener une campagne très sereine. S'en tenant strictement à une stratégie mettant en relief ses qualités de chef, le président a systématiquement évité toute discussion détaillée des grands problèmes. Il s'est contenté de projeter une image débonnaire et rassurante, faite de confiance et d'optimisme, et de profiter du soutien enthousiaste d'immombrables chanteurs, vedettes de cinéma et leaders religieux conservateurs, en se montrant à leurs côtés sur des estrades tout au long de l'automne.

En revanche, pour M. Walter Mondale, la campagne a été un cauchemar pratiquement ininterrompu. Quelques jours seulement après sa décision — très populaire et sans précédent — de nommer Mme Geraldine Ferraro comme candidate à la vice-présidence, il déclencha une tempête de critiques en choisissant pour diriger sa campagne le banquier géorgien Bert Lance, personnalité controversée très liée à l'ancien président Carter. Et quelques jours seulement après que M. Lance, cédant aux pressions, eut démissionné, la presse lança la première d'une série d'enquêtes sur les finances personnelles de Mme Geraldine Ferraro et de son mari, M. John Zaccaro, homme d'affaires et promoteur immobilier new-yorkais. L'examen minutieux des déclarations fiscales du couple Ferraro-Zaccaro, qui s'étala à la première page des journaux pendant quinze jours, n'apporta pas grand-chose d'intéressant, mais la controverse a fait perdre à M. Mondale un temps très précieux, et la façon dont il traita le problème démontra, selon certains, ses carences en tant que chef.

* Respectivement professeur associé à l'université du Texas (Austin) et professeur adjoint à l'université Rutgers (Newark). Préparent un livre, *Right Turn: The 1984 Election and the Future of American Politics*, qui sera publié l'an prochain par Hill & Wang.

ennuyeux et irrémédiablement lié aux « intérêts particuliers » du syndicalisme corrompu. Son programme fiscal, qui repose sur l'augmentation des impôts d'une bonne part de l'électorat, devint une cible facile pour les sarcasmes des républicains. Ses réunions étaient mal organisées et attirèrent peu de monde. Sans cesse chahuté par des manifestants, M. Mondale vit sa tournée s'enliser. Quant à Mme Ferraro, à peine délivrée des experts-comptables, elle se trouve piégée dans un terrible conflit avec Mgr John O'Connor, l'archevêque catholique conservateur de New-York, à cause de sa position sur l'avortement.

Par la suite, la campagne de M. Walter Mondale sut retrouver une part de l'attrait classique qu'exercent les démocrates en matière économique sur les électeurs des classes moyennes et modestes ; l'impression générale de désorganisation et de faiblesse s'estompa ; mais, fin septembre, les sondages montraient qu'il était largement distancé. Si l'on exclut un miracle, qui rappellerait moins la victoire de dernière minute de Harry Truman en 1948 que la résurrection de Lazare, M. Ronald Reagan devrait gagner le 6 novembre. Les électeurs ne s'interrogent que sur l'étendue de sa victoire. Quand ils songent à l'élection, les fidèles du Parti démocrate sont saisis par un sentiment proche du désespoir.

Cela n'a bien sûr pas été toujours le cas. Personne n'imaginait que, pour M. Walter Mondale, la route de la Maison Blanche serait sans embûches, mais, il y a un an, les perspectives qui s'ouvraient devant lui étaient loin d'être sombres. Le président Reagan semblait vulnérable sur toute une série de problèmes — entre autres la justice sociale, la paix, l'environnement, les droits civiques, le Liban, l'Amérique centrale. On parlait aussi avec fébrilité de vastes campagnes d'inscriptions sur

Peu importe toutes les fois où il leur

Le poids de l'argent

POURTANT, et malgré l'insistance des médias, cette impression est illusoire. Le président bénéficie effectivement d'un certain soutien chez les ouvriers — surtout les ouvriers blancs de sexe masculin, qui ont peur de perdre leur emploi au profit de femmes ou de membres de minorités ethniques à cause des programmes fédéraux de lutte contre la discrimination à l'embauche (1) auxquels M. Ronald Reagan est opposé ; mais ce soutien est loin d'être écrasant.

Si le taux de participation augmente légèrement par rapport au niveau affligeant de 1980, s'il atteint, par exemple, 55 % au lieu de 52,7 %, et si M. Ronald Reagan bat M. Walter Mondale avec, par exemple, 58 % des suffrages exprimés, il resterait que, compte tenu du grave déséquilibre dans les taux de participation selon les classes sociales (45 % de non-votants sont en grande majorité des pauvres et des ouvriers), un tel résultat ne prouverait pas grand-chose quant à l'attrait exercé par M. Ronald Reagan sur les électeurs les moins riches. La répartition des revenus de plus en plus inégale (la situation actuelle est la pire qu'aient connue les Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale) fait que M. Reagan pourrait obtenir une victoire éclatante même si les trois quarts de ses voix provenaient d'électeurs des classes supérieures et moyennes, qui ont de bonnes raisons de souhaiter sa réflexion : bien qu'ils approuvent rarement ses positions sur l'avortement ou sur le projet d'amendement constitutionnel relatif à l'égalité des droits de la femme, les millions d'hommes et de femmes riches, qui ont énormément profité financièrement de la première présidence de M. Ronald Reagan, voudraient profiter tout autant d'un second mandat.

Ce n'est pas tout. La majorité (ce qui toutefois ne veut pas dire la totalité) du monde des affaires s'est également regroupée derrière M. Ronald Reagan. Pleins de gratitude pour ses gigantesques réductions de l'impôt et des dépenses sociales, pour l'accroissement énorme du budget militaire, pour les attaques continuelles contre les travailleurs et la paralysie de la législation sur l'environnement, les hommes d'affaires ont alimenté les caisses du Parti républicain à un rythme inouï. Le poids de tout cet argent se fait sentir. Les républicains viennent d'en fournir un exemple frappant en achetant simultanément sur les trois grands réseaux nationaux de télévision trente minutes de temps d'antenne pour diffuser leur publicité politique : ainsi ils étaient sûrs que la seule façon, pour la majorité des électeurs, d'éviter leur message était d'éteindre leurs récepteurs.

Tandis que le Parti républicain déversait des flots de publicité sur les chaînes de télévision, un autre secteur du monde des affaires, la presse, travaillait avec zèle pour le président (2). Seul Balzac pourrait décrire avec justice les efforts qu'elle déploie cette

serait probablement réélu.

Le poids de l'argent

année. A part quelques fausses notes dues à sa plaisanterie sur le bombardement de la Russie, ainsi que des séries d'éditoriaux sur le déficit fédéral et sur les relations entre l'Eglise et l'Etat, la presse s'est montrée très bienveillante pour M. Ronald Reagan. Alors qu'elle dépeignait M. Walter Mondale comme le représentant d'intérêts particuliers et qu'elle harcelait Mme Geraldine Ferraro à propos de sommes minimes, elle demeura d'une austère discrétion sur le gigantesque « trésor de guerre » du Parti républicain, et s'abstint de tout commentaire à propos de l'armée d'hommes d'affaires influents qui se tenaient derrière le président. Dans ses éditoriaux, la presse réprimanda M. Walter Mondale pour ses (rares) évocations de la différence de classe séparant les deux partis. Dans ses ana-

mutaires, la politique monétaire et les relations avec l'Europe et l'Amérique latine, ont successivement rapproché ou éloigné du Parti démocrate certains secteurs d'affaires depuis l'arrivée au pouvoir de M. Ronald Reagan.

On peut cependant tenter l'analyse de certains points directement observables. Pour son élection de 1980, M. Ronald Reagan était parvenu à gagner le soutien sans faille de l'ensemble des milieux d'affaires (3). Pourtant, un certain nombre de partisans fidèles du Parti démocrate refusèrent leur soutien total, notamment beaucoup d'anciens hauts fonctionnaires ayant servi des gouvernements démocrates et liés aux firmes multinationales, des banquiers craignant qu'une trop forte augmentation des dépenses militaires n'accroisse également le déficit (et peut-être l'inflation) et diverses autres personnalités du monde des affaires en situation particulière.

Après les élections, ces « dissidents », représentés par un Californien,

MONDIALES D'UN DUEL ÉLECTORAL

prises avec les déficits et le

M. Charles Manatt, banquier, avocat et nouveau président du Comité national démocrate, commencèrent à chercher une formule à opposer au réaganisme. Leurs efforts se traduisirent, entre autres, par la création et le financement d'une série de nouveaux centres de réflexion et d'associations, une révision des règles du parti visant à renforcer le contrôle de la direction sur les nominations à des postes de responsabilité nationale et, surtout, par des discussions approfondies avec les dirigeants syndicaux.

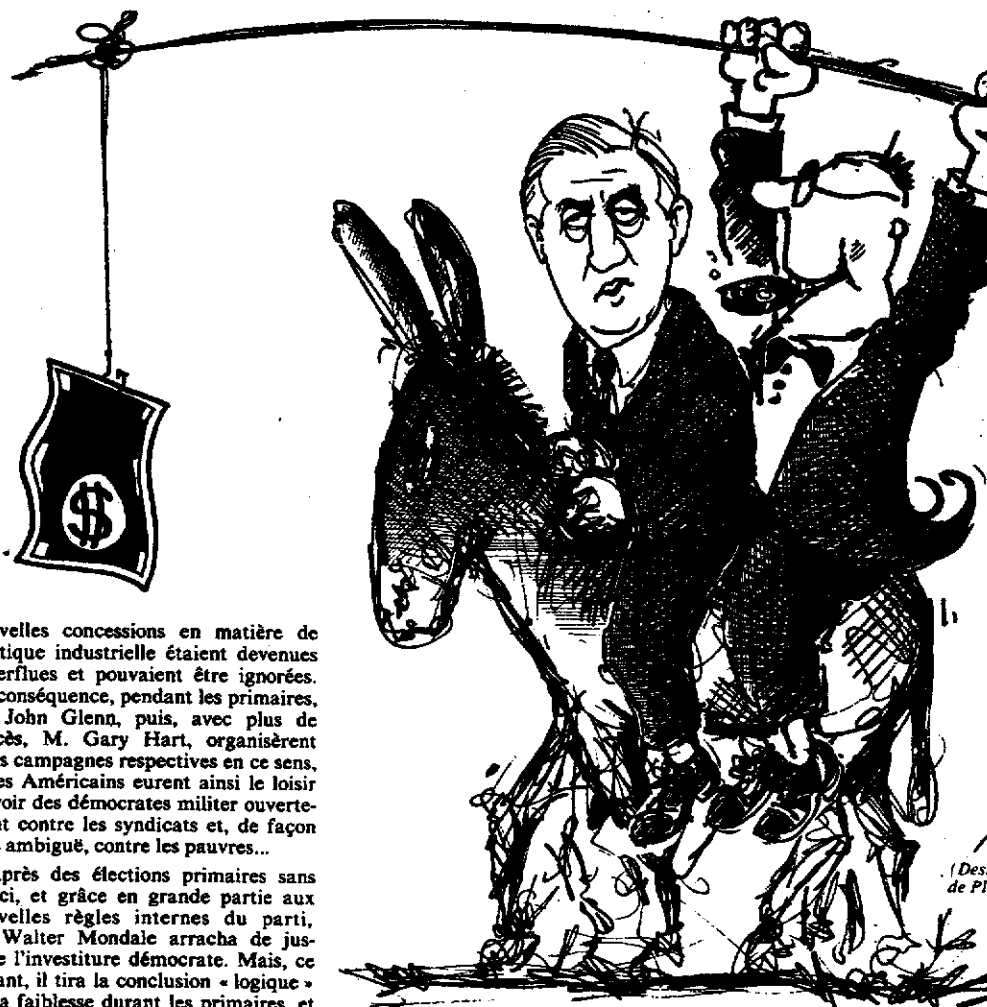
Ces pourparlers, destinés à mettre sur pied un cadre pour les négociations entre patronat et salariés, aboutirent à un compromis assez prévisible entre les intérêts des grands milieux d'affaires démocrates, dans l'ensemble fidèles au libre-échange, et ceux des grands syndicats, durement éprouvés par la concurrence internationale et de plus en plus protectionnistes. Les hommes d'affaires, accordant un soutien de principe au désir des syndicats de voir l'Etat fédéral aider les industries de base en difficulté, acceptèrent l'idée d'un modeste fonds d'assistance à l'industrie, géré par le gouvernement, et d'un simple bureau de coordination pour l'orientation des investissements. Accessoirement, ils acceptèrent du bout des lèvres (en espérant ne pas avoir à aller plus loin) la protection de quelques industries à forte implantation syndicale. De leur côté, les syndicats modérèrent leurs revendications en faveur d'une intervention de l'Etat plus soutenue, et renoncèrent officieusement à organiser leurs spectaculaires « Journées de solidarité », manifestations durant lesquelles ils attaquaient le patronat et réclamaient le plein emploi.

Ce compromis, conclu en 1982 au creux de la récession, servit à M. Walter Mondale comme programme initial dans la longue pré-campagne pour sa nomination comme candidat démocrate. Mais quand, vers la fin de 1983, la course à l'investiture s'engagea réellement, l'aggravation du déficit du commerce extérieur, l'amélioration de la situation intérieure et les succès spectaculaires du gouvernement dans sa stratégie d'affaiblissement des syndicats se conjuguèrent pour détruire les bases concrètes de l'accord. Avec la reprise économique, de nombreux employeurs perdirent tout intérêt pour une politique économique, quelle qu'elle soit. Simultanément, l'accroissement des taux d'intérêt avait fait monter le cours du dollar à l'étranger, et donc brutalement gonflé le volume des importations. Dans les secteurs non compétitifs, les entreprises réclamèrent une plus grande protection tarifaire, et, pour faire retomber les taux de change, un accès plus facile au crédit. Par contre, dans les secteurs compétitifs, cette évolution augmenta les coûts. Les

nouvelles concessions en matière de politique industrielle étaient devenues superflues et pouvaient être ignorées. En conséquence, pendant les primaires, M. John Glenn, puis, avec plus de succès, M. Gary Hart, organisèrent leurs campagnes respectives en ce sens, et les Américains eurent ainsi le loisir de voir des démocrates militer ouvertement contre les syndicats et, de façon plus ambiguë, contre les pauvres...

Après des élections primaires sans merci, et grâce en grande partie aux nouvelles règles internes du parti, M. Walter Mondale arracha de justesse l'investiture démocrate. Mais, ce faisant, il tira la conclusion « logique » de sa faiblesse durant les primaires, et se rapprocha des milieux d'affaires. Tout en maintenant sa promesse d'aider quelques grandes industries dotées de syndicats importants qui se sentaient menacés, il cessa peu à peu de soutenir l'idée d'une politique industrielle globale (finalement, le terme lui-même devint imprononçable). De même, à la convention de San-Francisco, il ne mentionna dans le programme du parti (qu'il contrôlait désormais) ni plan de relance de l'emploi ni programme social nouveau, et préféra faire écho au militarisme généralisé des milieux d'affaires en soutenant une augmentation supplémentaire des budgets militaires.

Après la convention, il annonça un nouveau glissement à droite de sa politique étrangère. Il approuva l'invasion de la Grenade, proposa la mise en « quarantaine » du Nicaragua si ce pays ne se pliait pas aux exigences américaines, et entreprit ouvertement des consultations avec M. John Schle-



Prudential-Bache. L'équipe de M. Walter Mondale chargée de la politique économique est composée en grande partie de personnes travaillant dans ces établissements et d'économistes très liés à des institutions de ce type.

Les efforts de ces groupes n'ont pas été vains. S'exprimant davantage comme un homme d'affaires républicain traditionnel que comme un candidat démocrate classique, M. Walter Mondale prit le déficit fédéral comme cible prioritaire de ses attaques pendant les premières semaines après la convention. Il dévoila des plans détaillés destinés à réduire le déficit grâce à des augmentations d'impôts et à des réductions de dépenses sociales, et exhorta M. Ronald Reagan à admettre la nécessité d'augmenter les impôts.

protectionnisme



(Dessin
de Plantu.)

Mais seuls les marchands de titres et les compagnies d'assurances se réjouissent de ces propos. Attaquant son adversaire démocrate parce qu'il voulait soutirer encore plus d'argent à la population, M. Ronald Reagan promet de façon très ambiguë de ne pas augmenter les impôts et critiqua le « pessimisme » de son concurrent. Après avoir applaudi pendant quelques jours le candidat démocrate pour sa franchise, la presse repartit à l'attaque contre lui, et sa cote baissa encore dans les sondages. Pourtant, dans une démarche suicidaire, il continua à donner la priorité à ce problème : ce n'est que fin septembre qu'il se décida à reprendre — de façon quasi rituelle — des thèmes plus attrayants pour les électeurs les moins fortunés. Mais il avait déjà fait à sa campagne un tort irrémédiable.

Pourtant, les résultats précis du vote du 6 novembre — c'est-à-dire les pourcentages de voix — resteront très intéressants à examiner. Un véritable raz de marée en faveur du président sortant s'accompagnerait probablement de l'élection au Congrès de plusieurs dizaines de sénateurs et de représentants ultra-conservateurs dont la victoire est aujourd'hui incertaine. Compte tenu du contrôle permanent du Sénat par les républicains, cela permettrait aux forces les plus réactionnaires de la scène politique américaine de s'emparer de certains des organes les plus vitaux du Congrès. Par exemple, le sénateur Jesse Helms (Caroline du Nord), célèbre pour son conservatisme, pourrait être élu à la présidence de la commission des affaires étrangères, le forum le plus important pour l'élaboration de la politique extérieure des Etats-Unis. Même si les républicains n'obtenaient pas la majorité à la Chambre des représentants, une nette victoire de M. Ronald Reagan pourrait leur donner le contrôle de fait de cette Assemblée, comme ce fut le cas en 1981, par le jeu d'une coalition dominante entre républicains et démocrates conservateurs, provenant surtout de la vieille garde du parti enracinée dans les Etats du Sud cotonnier.

Une autre conséquence, tout aussi importante, d'une très nette victoire de M. Ronald Reagan serait le bouleversement en profondeur du Parti républicain. Comme l'a montré la convention de Dallas, la droite du parti est en plein essor. Très militante sur les problèmes de société, totalement opposée à la détente et très critique à l'égard de la politique de la Réserve fédérale qui a fait monter les taux d'intérêt et de change (avec d'ailleurs le soutien tacite de M. Ronald Reagan), la droite républicaine serait très fortement renforcée et rendue beaucoup plus audacieuse par un vote massif en faveur de M. Reagan. Si tel était le cas, l'une des plus ennuyeuses campagnes de l'histoire américaine deviendrait alors le premier acte d'un bouleversement politique fondamental.

THOMAS FERGUSON
et JOEL ROGERS.

(1) NDLR : Affirmative Action Programs, fondés sur des systèmes de quotas et de classements préférentiels pour l'embauche et la promotion des Noirs.

(2) Voir Mark Hertsgaard, « Comment les conseillers de la Maison Blanche utilisent la presse pour servir l'image de M. Reagan », *le Monde diplomatique*, octobre 1984.

(3) Voir à ce propos « The Reagan Victory : Corporate Coalitions in the 1980 Campaign », in T. Ferguson et J. Rogers, *The Hidden Election : Politics and Economics in the 1980 Presidential Campaign*, Pantheon, New York, 1981 pp. 3-64 ; cf. également « Les démocrates sur la corde raide », *le Monde diplomatique*, juillet 1984.

sement à organiser leurs spectacles
- Journées de solidarité », manifestations durant lesquelles ils attaquaient le patronat et réclamaient le plein emploi.

Ce compromis, conclu en 1982 au creux de la récession, servit à M. Walter Mondale comme programme initial dans la longue pré-campagne pour sa nomination comme candidat démocrate. Mais quand, vers la fin de 1983, la course à l'investiture s'engagea réellement, l'aggravation du déficit du commerce extérieur, l'amélioration de la situation intérieure et les succès spectaculaires du gouvernement dans sa stratégie d'affaiblissement des syndicats se conjuguèrent pour détruire les bases concrètes de l'accord. Avec la reprise économique, de nombreux employeurs perdirent tout intérêt pour une politique économique, quelle qu'elle soit. Simultanément, l'accroissement des taux d'intérêt avait fait monter le cours du dollar à l'étranger, et donc brutalement gonflé le volume des importations. Dans les secteurs non compétitifs, les entreprises réclamèrent une plus grande protection tarifaire, et, pour faire retomber les taux de change, un accès plus facile au crédit. Par contre, dans les secteurs compétitifs, cette évolution augmenta les coûts liés au semi-protectionnisme souhaité par les démocrates.

Parallèlement, la situation des syndicats et celle des pauvres s'aggravaient terriblement. Compte tenu de la très grande décentralisation du monde des affaires, de nombreux employeurs importants purent en conclure que les

Après des élections primaires sans merci, et grâce en grande partie aux nouvelles règles internes du parti, M. Walter Mondale arracha de justesse l'investiture démocrate. Mais, ce faisant, il tira la conclusion « logique » de sa faiblesse durant les primaires, et se rapprocha des milieux d'affaires. Tout en maintenant sa promesse d'aider quelques grandes industries dotées de syndicats importants qui se sentaient menacés, il cessa peu à peu de soutenir l'idée d'une politique industrielle globale (finalement, le terme lui-même devint imprononçable). De même, à la convention de San-Francisco, il ne mentionna dans le programme du parti (qu'il contrôlait désormais) ni plan de relance de l'emploi ni programme social nouveau, et préféra faire écho au militarisme généralisé des milieux d'affaires en soutenant une augmentation supplémentaire des budgets militaires.

Après la convention, il annonça un nouveau glissement à droite de sa politique étrangère. Il approuva l'invasion de la Grenade, proposa la mise en « quarantaine » du Nicaragua si ce pays ne se pliait pas aux exigences américaines, et entreprit ouvertement des consultations avec M. John Schlesinger et autres « super-faucons » partisans d'une présence militaire américaine à l'étranger plus agressive.

Mais la preuve peut-être la plus spectaculaire de l'influence des milieux d'affaires sur la campagne de M. Mondale fut la façon dont il traita le conflit grandissant sur l'ampleur du déficit fédéral.

Le choix des banques

DEPUIS la seconde guerre mondiale, les gouvernements successifs ont souvent été critiqués pour leurs déficits, mais la controverse actuelle marque une étape nouvelle, qualitativement différente. On sait que le gouvernement Reagan arriva au pouvoir avec la ferme intention de réduire à la fois les impôts et les dépenses sociales. Au début, il enregistra des succès considérables sur ces deux fronts, mais il découvrit rapidement que les réductions importantes étaient plus faciles à réaliser en matière d'impôts que pour les dépenses intérieures. Misant sur une crise politique provoquée par l'augmentation du déficit, qui aurait par contrecoup permis des coupes dans les dépenses sociales, le gouvernement maintint sa politique fiscale. Mais les élections législatives de novembre 1982 lui retirèrent le contrôle du Congrès, et les réductions correspondantes des dépenses sociales n'eurent pas lieu. Pendant ce temps, les dépenses militaires, portant de plus en plus sur des contrats d'acquisition d'armement pratiquement irréversibles, s'enflaient de façon gigantesque. Résultats : des déficits énormes et en croissance régulière, accompagnés de prévisions de déficits ultérieurs encore plus grands.

Dans les milieux d'affaires, presque tout le monde souhaitait la réduction du déficit, mais de sérieuses divergences apparurent sur la façon d'attaquer le problème. Certains secteurs très puissants (en particulier les indus-

tries d'armements, qui tirent directement leurs bénéfices du déficit fédéral, et les industries utilisant beaucoup de main-d'œuvre, qui espèrent que, si M. Reagan est réélu, il détruira complètement le système de protection sociale) avaient tout à gagner si rien n'était entrepris contre le déficit avant les élections. D'autres secteurs, par contre, ne pouvaient plus attendre. Les banques d'investissement et les compagnies d'assurances, dont la prospérité dépend de la confiance des investisseurs dans les titres à long terme, étaient particulièrement préoccupées : un déficit en augmentation constante érode la confiance, car les investisseurs craignent que le gouvernement ne finisse par céder aux pressions et ne rembourse sa dette en imprimant du papier-monnaie, avec toutes les conséquences inflationnistes d'une telle pratique.

Comme on pouvait s'y attendre, les principales banques d'investissement fournirent une part disproportionnée des contributions reçues pour la campagne par les diverses organisations démocrates. Les rapports de la Federal Elections Commission montrèrent que des groupes comme les Démocrates pour les années 80 (une coalition de personnalités démocrates fondée peu après la victoire de M. Ronald Reagan) reçurent des sommes substantielles d'actionnaires et de dirigeants de maisons telles que Lehman Brothers, Kuhn, Loeb ; Goldman, Sachs ; Brown Brothers Harriman ; Lazard Frères, et

Prudential-Bache. L'équipe de M. Walter Mondale chargée de la politique économique est composée en grande partie de personnes travaillant dans ces établissements et d'économistes très liés à des institutions de ce type.

Les efforts de ces groupes n'ont pas été vains. S'exprimant davantage comme un homme d'affaires républicain traditionnel que comme un candidat démocrate classique, M. Walter Mondale prit le déficit fédéral comme cible prioritaire de ses attaques pendant les premières semaines après la convention. Il dévoila des plans détaillés destinés à réduire le déficit grâce à des augmentations d'impôts et à des réductions de dépenses sociales, et exhorta M. Ronald Reagan à admettre la nécessité d'augmenter les impôts.

Mais seuls les marchands de titres et les compagnies d'assurances se réjouirent de ces propos. Attaquant son adversaire démocrate parce qu'il voulait soutirer encore plus d'argent à la population, M. Ronald Reagan promit de façon très ambiguë de ne pas augmenter les impôts et critiqua le « pessimisme » de son concurrent. Après avoir applaudi pendant quelques jours le candidat démocrate pour sa franchise, la presse repartit à l'attaque contre lui, et sa cote baissa encore dans les sondages. Pourtant, dans une démarche suicidaire, il continua à donner la priorité à ce problème ; ce n'est que fin septembre qu'il se décida à reprendre — de façon quasi rituelle — des thèmes plus attrayants pour les électeurs les moins fortunés. Mais il avait déjà fait à sa campagne un tort irrémédiable.

détente et très critique à l'égard de la politique de la Réserve fédérale qui a fait monter les taux d'intérêt et de change (avec d'ailleurs le soutien tacite de M. Ronald Reagan), la droite républicaine serait très fortement renforcée et rendue beaucoup plus audacieuse par un vote massif en faveur de M. Reagan. Si tel était le cas, l'une des plus ennuyeuses campagnes de l'histoire américaine deviendrait alors le premier acte d'un bouleversement politique fondamental.

THOMAS FERGUSON
et JOEL ROGERS.

(1) NDLR : Affirmative Action Programs, fondés sur des systèmes de quotas et de classements préférentiels pour l'embauche et la promotion des Noirs.

(2) Voir Mark Hertsgaard, « Comment les conseillers de la Maison Blanche utilisent la presse pour servir l'image de M. Reagan », *le Monde diplomatique*, octobre 1984.

(3) Voir à ce propos « The Reagan Victory : Corporate Coalitions in the 1980 Campaign », in T. Ferguson et J. Rogers, *The Hidden Election : Politics and Economics in the 1980 Presidential Campaign*, Pantheon, New York, 1981 pp. 3-64 ; cf. également « Les démocrates sur la corde raide », *le Monde diplomatique*, juillet 1984.